

Le service public postal première victime du nouveau gouvernement ?

Alors que la CGT est auditionnée à l'Assemblée nationale dans le cadre du financement des missions du service public postal, c'est par la Presse que la Fédération CGT des salariés du secteur des activités postales et de télécommunications (CGT-FAPT) apprend que, selon le PDG de La Poste, l'état aurait décidé d'une coupe budgétaire de 50 millions d'Euros sur 160 Millions qui concerne directement le financement des bureaux de postes et autres agences Postales.

La CGT s'élève contre cette annonce qui va clairement à l'encontre des intérêts de la population et des postières et postiers dont l'emploi se trouve menacé.

Une fois de plus il s'agit de faire payer au peuple les conséquences d'une politique libérale qui s'obstine à prendre aux pauvres pour donner aux plus riches, aux actionnaires, à la caste des nantis.

Cette décision, si elle se confirme, serait un coup de plus porté contre le service public en général et le service public postal en particulier.

Pour la CGT, La Poste est un symbole du service public. Elle est indispensable pour la démocratie, la cohésion sociale et territoriale. Par son histoire, ses missions d'intérêt général, elle occupe une place à part dans la vie économique et politique, sociale et culturelle.

Nul n'ignore l'enjeu de la présence d'un bureau de poste dans un village ou un quartier en termes de préservation du lien social au moment où les inégalités sociales explosent et le pouvoir d'achat des plus vulnérables s'effondre.

Nul n'ignore le lien direct entre la mise à mal du service public, la frustration qu'elle engendre et la montée de l'extrême droite.

Bien d'autres choix sont possibles ! La CGT a des propositions pour améliorer le service postal tant par son financement que par son contenu.

En ce sens elle lance une grande campagne publique pour l'avenir du service public postal.

Le service public Postal doit vivre !

Des dizaines de bureaux de Poste dont la fermeture était programmée ont déjà pu être sauvés par la mobilisation conjointe des postiers et de la population et avec la CGT.

La CGT appelle la population, les postiers et les postiers à s'élever et lutter sur tout le territoire contre cette décision et pour le maintien et la réouverture des bureaux de postes.

Elle appelle à faire du 1^{er} Octobre une grande journée de mobilisation pour le service public et pour la réponse aux revendications.